

Réforme

La « réforme » a longtemps appartenu au lexique de la gauche française. Les « réformateurs »¹, inspirés par la crainte (le souvenir de la Commune était encore proche) et/ou la compassion (« la philanthropie ») que suscitaient les « classes laborieuses, classes dangereuses »², ont été les inventeurs de « solutions » à « la question sociale » posée par le développement du capitalisme³. Divisés sur les solutions à adopter mais unifiés par « un sens commun réformateur », ils s'opposaient aux « révolutionnaires » (eux-mêmes divisés, au fil du temps et des révolutions du xx^e siècle, entre « léninistes », « maoïstes », « castristes », etc.). Ainsi l'opposition « réforme/révolution » a-t-elle longtemps focalisé les débats au sein de la gauche. On sait que l'initiative réformatrice se déplaça en France vers l'administration et que c'est, en définitive, la solution étatique – la lente construction de « l'État social » – qui l'emporta⁴. Ainsi, si diverses qu'aient été les croyances, les intentions, les stratégies qui le sous-tendaient, le « projet réformateur » se réalisa (entre 1936 et 1945) par l'instauration de la sécurité sociale, le développement des services publics et des équipements collectifs et la mise en place du droit du travail. Il aboutit, selon Robert Castel⁵, à « l'avènement de la société salariale ». Pour les partisans de « la réforme », il s'agissait de renforcer l'État et de réguler le marché, s'opposant à la fois aux « révolutionnaires » qui en appelaient à l'abolition du marché et de l'État et aux « néo-libéraux » qui s'insurgeaient contre l'interventionnisme étatique et l'État-providence⁶.

Or « la réforme » – le mot – est désormais annexée par ceux qui furent et qui sont les adversaires les plus résolus de « la réforme » – la chose. Ainsi « la réforme » est-elle

¹. Christian Topalov (dir.), *Laboratoires du nouveau siècle. La nébuleuse réformatrice et ses réseaux en France, 1880-1914*, Paris, École des Hautes Études en Sciences Sociales, 1999. On pourra se reporter au compte-rendu de Gérard Mauger in Gérard Mauger et Louis Pinto, *Lire les Sciences Sociales*, Volume 4, 1997-2004, Paris, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, 2004, p. 337-350.

². Louis Chevallier, *Classes laborieuses et classes dangereuses à Paris pendant la première moitié du XIX^e siècle*, Paris, Hachette, 1984.

³. Robert Castel, *Les Métamorphoses de la question sociale*, Paris, Librairie Arthème Fayard, 1995. On pourra se reporter au compte-rendu de Gérard Mauger in Gérard Mauger et Louis Pinto, *Lire les Sciences Sociales*, Volume 3, 1994-1996, Paris, Hermès Science Publications, 2000, p. 30-41.

⁴. Sur ce sujet, cf. Robert Castel, *Les Métamorphoses de la question sociale*, op. cit. et François Ewald, *L'État-providence*, Paris, Éditions Grasset, 1985.

⁵. Robert Castel, *Les Métamorphoses de la question sociale*, op. cit.

⁶. François Denord, *Néo-libéralisme version française. Histoire d'une idéologie politique*, Paris, Éditions Demopolis, 2007.

devenue en France un emblème des néo-libéraux distribués entre deux pôles. L'un offensif – « révolutionnaire », si l'on veut – inspiré du modèle américain porté par l'École de Chicago, oppose « la rupture » à « la réforme »⁷. L'autre, pragmatique, inspiré du modèle allemand d' « économie sociale de marché », oriente aujourd'hui la construction européenne et revendique la « réforme »⁸.

Les mots ont ainsi changé de sens en changeant de locuteurs. La controverse réforme/révolution traversait les rangs de la gauche qui, dans toutes ses composantes, s'identifiait au « progrès » ou au « sens de l'histoire » (pour ceux qui lui en attribuaient un) et s'opposait au « conservatisme » d'adversaires résolus de l'État social. Le débat rupture/ réforme oppose aujourd'hui, en France, la droite UMP (néo-libérale offensiv) à la gauche PS (social-libérale pragmatique), alliées dans leur lutte commune contre un adversaire virtuel : un « socialisme » (aujourd'hui sans représentants « reconnus ») qu'elles identifient au conservatisme (des « acquis sociaux »), au « passé » (du Conseil National de la Résistance), à « l'archaïsme » (de la pensée marxiste). Or, ce détournement de vocabulaire, cette captation des « mots de la tribu » socialiste par les néo-libéraux, avalisés par le champ politique, le champ médiatique⁹, mais aussi le champ intellectuel (plusieurs centaines de *think tanks* disséminés dans le monde), ces roueries de la nouvelle rhétorique réactionnaire, contribuent à brouiller les repères politiques de ceux qui en sont les plus démunis, condamnés à s'en remettre à des « marques » et à des « marqueurs »¹⁰. L'habileté électorale de Nicolas Sarkozy aura consisté à s'approprier le lexique de la gauche (surenchérisant sur « la réforme » pour en appeler à « la rupture », revendiquant la lutte contre « les conservatismes », se réclamant de « la modernité » et de « la

⁷. Nicolas Sarkozy n'a pas cessé d'appeler à « la rupture » : « je veux la rupture », « cette rupture je la crois nécessaire », « cette rupture je m'y suis engagé », « cette rupture les Français l'ont approuvée », « cette rupture je la ferai », « moi, je n'ai pas peur de dire que je veux la rupture », etc. (cit. in Alain Rey, « Le je présidentiel, c'est nous, la France », *Le Monde* 2, 24/11/2007). « Un jour, vous direz que j'ai réformé autant que Margaret Thatcher », déclare-t-il (« Jours de grève à l'Élysée », *Le Monde*, 27/11/2007).

⁸. *Ibid.* Éminent stratège « ès réforme » Éric Le Boucher se demande « comment sauver le président Sarkozy ? » et présente l'alternative stratégique : « le gros dos » ou « le culot » (qu'il préconise évidemment). « Elle consiste [...] à appuyer à fond sur la pédale des réformes tout en restreignant les dépenses budgétaires. Qu'importe les sondages d'opinion exécrables durant dix-huit mois... » (« Comment sauver le président Sarkozy ? », *Le Monde*, 17-18/2/2008).

⁹. On trouve ainsi sous la plume de Patrick Jarreau, sur le ton de l'évidence partagée : « Nicolas Sarkozy a fait campagne [...] en faisant comprendre de toutes les manières possibles que le système français était usé et qu'il fallait le rénover de fond en comble ». Et il s'interroge : « N'est-il pas trop tard pour partir à l'assaut des situations acquises, des mauvaises habitudes, des vieilles pratiques, des organisations dépassées mais indéboulonnables, des conservatismes en tous genres ? » (« Trop de réforme tue la réforme », *Le Monde*, 26/1/2008).

¹⁰. Les citoyens ordinaires doivent choisir, avec des chances de malentendus d'autant plus grandes qu'ils sont plus éloignés des lieux de production, entre des analyses, des programmes et des porte-parole concurrents. Faute des compétences requises, les choix se portent moins sur des « idées » que sur les hommes qui les portent (*fidēs implicita*) et/ou s'en remettent aux « marques politiques » et à des marqueurs comme les notions de « réforme » ou de « progrès », etc.

modernisation » contre « les archaïsmes », etc.), à annexer ses icônes (de Jaurès à Blum), à débaucher quelques transfuges du social-libéralisme étiquetés « socialistes », bref à déposséder le socialisme en déroute de son lexique, de ses traditions et de quelques-uns de ses porte-parole patentés.

C'est ainsi que la « réaction » néo-libérale se fait passer pour un « progrès », que les « conservateurs » se présentent comme « réformateurs » (plus ou moins « radicaux »)¹¹, que les nostalgiques du XIX^e siècle se font les chantres de « la modernité », que la droite emprunte les oripeaux d'une gauche défunte, que les artisans du « grand bond en arrière »¹² le présentent comme une « longue marche » vers la société de l'avenir. Cette série d'oxymores a pour formule générique ce que Bourdieu désignait comme « une restauration néo-conservatrice » qui se réclame du progrès, de la raison, de la science (de l'économie en l'occurrence) pour justifier la restauration¹³. La pensée néo-libérale n'est pas avare de paradoxes. N'hésitant pas à emprunter au socialisme ses mots, ses icônes et ses marionnettes, elle a également emprunté au marxisme un schème « scientiste » essentiel à sa légitimation : « le fatalisme économique ». Ce fatalisme économique (associé dans la pensée marxiste au fétichisme des forces productives¹⁴) a été annexé par les prophètes du néo-libéralisme. Les politiques néo-libérales sont presque toujours présentées, en effet, comme la conséquence à la fois rationnelle et inéluctable de « la mondialisation » conçue comme une sorte de phénomène « naturel » ou purement « technique » (l'essor des communications)¹⁵. En fait, le néo-libéralisme est une utopie (celle du « marché pur et parfait »), convertie en programme politique¹⁶, une théorie performative capable de faire advenir ce qu'elle annonce, en travaillant à la formation d'un champ mondial de l'économie et de la finance, en faisant œuvrer les

¹¹. « *Le néo-libéralisme est un réformisme conservateur* », écrit François Denord (*Néo-libéralisme version française, op. cit.*, p.305).

¹². Serge Halimi, *Le Grand bond en arrière. Comment l'ordre libéral s'est imposé au monde*, Paris, Éditions Fayard, 2006.

¹³. Pierre Bourdieu, « Le Néo-libéralisme comme révolution conservatrice », allocution prononcée en 1997 à l'occasion de la remise du prix Ernst Bloch, reproduite in Pierre Bourdieu, *Interventions 1961-2001. Science sociale et action politique*, Textes choisis et présentés par Franck Poupeau et Thierry Discepolo, Marseille, Agone, 2001, p. 349-355.

¹⁴. Cf. Ernst Bloch, *L'Esprit de l'utopie*, Paris, Éditions Gallimard, 1977 (1923).

¹⁵. Un exemple entre mille : « *Nos sociétés connaissent des changements en profondeur. L'ensemble impose une complète remise à plat des mécanismes de l'État-providence bâtis pour l'après-guerre* » (Éric Le Boucher, « Réforme d'aujourd'hui et de demain », *Le Monde*, 18-19/11/2007).

¹⁶. Cf. Pierre Bourdieu, « Le néo-libéralisme, utopie (en voie de réalisation) d'une exploitation sans limites », in Pierre Bourdieu, *Contre-feux. Propos pour servir à la résistance contre l'invasion néo-libérale*, Paris, Éditions Liber Raisons d'Agir, 1998, p. 108-119.

États à leur propre désaisissement¹⁷ et en imposant universellement comme la norme de toute pratique économique rationnelle, celle des États-Unis¹⁸.

Gérard Mauger

¹⁷. Cf. François Denord, *Néo-libéralisme version française, op. cit.*, p.305

¹⁸. Cf. Pierre Bourdieu, « Unifier pour mieux dominer », in Pierre Bourdieu, *Contre-feux 2. Pour un mouvement social européen*, Paris, Éditions Raisons d'agir, 2001, p. 93-108.